

# L'ACCUSATEUR PUBLIC

On s'abonne :

Au bureau de la rédaction, rue Monsieur-le-Prince, 28.

PAR ALPHONSE ESQUIROS

PARAISANT LE DIMANCHE ET LE MERCREDI.

Paris, un an 5 fr. — Six mois 2 fr. 50.

Trois mois 1 fr. 25.

Paris, 11 Juin.

## Les Exaltés et les Modérés.

Voici trop longtemps, à notre avis, que les modérés reprochent aux républicains exaltés de perdre la République. A notre tour de répondre, à notre tour de vous accuser, ô démocrates de la veille, qui vous êtes faits les réacteurs du lendemain !

Vous avez voulu établir une République de transaction et d'opportunité, vous n'avez réussi qu'à reconstruire le gouvernement de Louis-Philippe, avec plus de médiocrité dans les hommes et moins de stabilité dans les affaires. Si nous avions été au pouvoir, nous aurions fait tout le contraire de ce que vous avez fait. Vous avez appauvri les riches et vous n'avez pas enrichi les pauvres. L'ouvrier est pour vous un obstacle, un embarras, un inconvénient, comme il l'était pour la monarchie. Après l'avoir embrigadé dans des ateliers nationaux, vous ne songez plus qu'à l'écartier des grandes villes ; vous avez hâte de vous défaire du producteur. Telle est votre faiblesse, que vous n'avez rien décidé, ni la question du capital, ni celle du travail. Voilà pourtant le sphynx, voilà l'énigme : cette énigme sociale il faut la résoudre ou être dévoré. Prenez garde à vous, M. Pagnerre !

Après avoir fait, sous la monarchie, une politique guerroyante dans les colonnes du *National*, afin de rallier à vous les trainards de l'empire, les mécontents de l'armée, les fétichistes du sabre, vous abandonnez lâchement la Pologne, l'Italie et tous les peuples qui s'agitent sous la main des tyrannies européennes. Vous n'avez pas compris que la révolution de Février était, avant tout, une expansion de l'esprit humain et du sentiment de la fraternité universelle. Sans sympathie pour les classes ouvrières, sans entrailles pour les races sœurs de la France, vous avez regardé avec un horrible sang-froid l'égoïsme des peuples par la main des rois coalisés. Ces gens là sont maîtres chez eux : c'était la politique de Guizot ; c'est maintenant la vôtre.

Vous déclamez chaque jour contre les anarchistes : Eh bien, moi, je vous dis que votre gouvernement est la pire de toutes les anarchies. Je vous défie de me dire où est le pouvoir, dans ce simulacre de société que vous avez fait et où vous êtes logés assez convenablement, vous et vos amis. Partout où tombent mes regards, je ne vois que privation d'autorité, absence d'initiative : la force morale, la force matérielle, tirillées en tous sens, vont où la passion du moment les envoie. Ne trouvant où vous appuyer, vous avez d'abord flatté les intérêts de la classe moyenne ; puis ne sachant comment les satisfaire, vous les avez alarmés contre les émeutiers et les factieux. Les bourgeois ont pris du courage dans la crainte d'un danger absent ; les voilà sous les armes pour un bruit qui court, pour un nuage qui vole. Effrayés, ils effrayent. L'épouvante gagne peu à peu toutes les âmes. Nous voyons ainsi se développer dans le pays la maladie de la peur : cette maladie vous sert ; elle vous perdra.

Vous avez ourdi, depuis trois mois, contre la République, la seule conspiration réelle : la conspiration de l'insuffisance et de la frayeur. Aucun moyen pour cela ne vous a manqué. Vous avez réussi à faire une République tellement absurde, tellement contre nature, que les cœurs soulevés de dégoût, le 24 février, contre la monarchie, se retournent maintenant en arrière. Grâce à vous, à vos actes empreints d'irrésolution et de mollesse, l'idée d'une royauté nouvelle est devenue possible. Comme tous les gouvernements faibles, vous recourez, le lendemain de votre existence politique, à l'intimidation et à la violence. Après avoir déclamé, sous le dernier règne, contre les prisons d'état, les arrestations préventives, les procès de tendance, la complicité morale, vous renouvelez toutes ces turpitudes de la justice ; vous peuplez ces mêmes prisons de vos anciens amis les républicains, qui ont le tort énorme à vos yeux de trouver votre politique détestable, votre marche aveugle et

rétrograde. Vous ne supportez pas même la contradiction, vous qui n'avez fait que contredire pendant dix années. Vous n'avez favorisé ni les arts libéraux, ni les arts utiles. A vous la faute si le titre de républicain de la veille est devenu synonyme d'impuissant. Je vous ai vus à l'œuvre ; je connais votre impéritie, votre ignorance des faits et des idées, votre infatuation personnelle ; vous êtes la vieille queue du vieux libéralisme ; vous avez opposé à la monarchie une négation, rien de plus. Vous n'avez pas deux idées en économie politique, ni en administration ; vous n'avez étudié aucune de nos institutions sociales ; vous n'êtes ni des philosophes, ni des moralistes, ni des hommes d'Etat. Vous vous êtes mis continuellement à la remorque de toutes les vieilles utopies, de tous les systèmes usés ; entre le vrai et le faux, vous vous êtes toujours décidés pour l'erreur d'hier contre la vérité de demain ; vous vous êtes jetés tête baissée dans tous les culs-de-sac du régime constitutionnel. La science politique est fille de la méditation et de l'étude : où sont vos travaux ? Publicistes de sacristie ou d'estaminet, en vérité vous me feriez rire, si vous ne me faisiez pitié !

Vous vous disiez des puritains, et vous avez dévoré en trois mois le budget d'une année. Vous avez gorgé vos amis. Nous avons eu sous la République de 93 le gouvernement des principes ; sous l'empire le gouvernement de la gloire ; sous la restauration le gouvernement des souvenirs ; sous la monarchie de Louis-Philippe le gouvernement des intérêts bourgeois ; je crains que nous n'ayons, sous votre règne, le gouvernement de la banqueroute. Ce mot vous effraie, je le sais. Vous promettez de tenir les engagements de l'Etat ; erreur : vous vous trompez ou vous trompez les autres. Cette banqueroute, vous la ferez en détail ; vous la ferez plusieurs fois ; vous la ferez aux riches, vous la ferez aux pauvres. Je vous défie de sortir honorablement de la situation où vous vous êtes fourvoyés.

Cette faillite, par où l'avez-vous commencée ? par la classe ouvrière. Vous lui avez pris ses économies. Elle vous avait donné de l'argent ; vous allez lui remettre du papier. Et quel papier, grand Dieu ! des coupons de rente sur l'Etat qui tombent chaque jour avec la confiance publique. On sait à quoi s'en tenir, malgré vos efforts pour masquer l'absence du crédit. La caisse d'épargne était peut-être la seule institution démocratique des temps modernes ; vous la ruinez. Le travailleur vous avait confié le dépôt sacré de son admirable prévoyance ; ce dépôt vous le trahissez. L'Etat, débiteur infidèle, renvoie son créancier les mains vides. On se demande alors où est l'argent. L'argent ? Mon Dieu, regardez dans les mains des fonctionnaires publics !

Cela vous apprendra, citoyens, à faire une révolution de journalistes. La République, pour le *National*, c'est Marrast à l'Hôtel-de-Ville ; la République, pour la *Réforme*, c'est Flocon au ministère de l'agriculture et du commerce. De quoi maintenant vous plaignez-vous ?

La France descendue dans la fosse aux serpents, la démocratie livrée aux bêtes, l'avènement de la République grande et humanitaire indéfiniment reculé, voilà de quoi transpercer nos cœurs d'un glaive mortel. Toutefois reprenons confiance ; s'il est des moments de défaillance morale où l'on sent, pour ainsi dire, tout mourir en soi et dans l'univers, il y a dans la force même du principe une main qui abaisse et une main qui relève. L'idéal de notre République est obscurci ; les nuages de l'intrigue et de la réaction passent maintenant devant sa lumière ; mais ce qui passe ne nous effraie guère : Dieu est toujours là.

## Grand complot des réacteurs.

Voici le plan arrêté par la contre-révolution :

On veut épuiser la France, ruiner le commerce par de fausses alertes et des prises d'armes insensées, las-

ser la patience des citoyens tranquilles, décourager la classe ouvrière par des déceptions infinies ; puis, quand la crise, ainsi ménagée, arrivera fatalement à son paroxysme ; quand le bourgeois pâle, effaré, tremblant, montera la garde, le fusil au bras, sur le seuil de sa boutique déserte ; quand une multitude affamée, sans ouvrage, rôdera morne et stupéfaite dans les rues de Paris ; quand pas un écu de cinq francs ne se montrera sur la place ; quand le boulanger aux abois refusera de cuire son pain ; quand la femme, marchandise vivante, ne trouvera plus même un passant qui l'achète, alors (et ce terme est prochain) des hommes surgiront de l'ombre qui diront :

« Vous désiriez une République ; vous l'avez. Nous vous avons bien avertis. Contre notre sagesse et nos conseils, vous avez cédé à des entraînements d'opinion ; l'expérience a été malheureuse. Croyez-nous ; revenez-en à une forme de gouvernement plus stable et plus conforme à la raison. Reprenez un roi ! »

On ne dira pas :

« Si la Révolution n'a point tenu ses promesses, c'est qu'on a évité de mettre à la tête de la République des républicains ; si tout se disloque et se décompose, si les pouvoirs publics, jetés çà et là par le courant, vont depuis trois mois à la dérive, si le gouvernement, soi-disant émané du peuple, n'a donné satisfaction ni aux intérêts de la classe moyenne, ni aux besoins de la classe ouvrière, c'est la faute des ambitieux qui se sont emparés de la situation, et qui n'étaient pas de force à la maîtriser. N'accusez pas la République, accusez chez ces hommes l'absence d'idées sociales, l'ignorance de toute doctrine économique, l'oubli de tous les devoirs, la cupidité des places, l'insouciance pour les intérêts généraux, le culte des intérêts privés. N'accusez pas la République, car la République c'est la forme suprême de la démocratie, c'est l'unité dans la variété des pouvoirs, c'est le progrès des nations dans le progrès infini de l'humanité ! »

## Déceptions.

La classe des privilèges nous a laissé, sous le dernier règne, des souvenirs honteux et déplorables. La corruption avait tellement gangrené le sentiment national, que tout le monde songeait à ses intérêts propres au lieu de songer aux intérêts du pays. La conscience, refoulée dans les profondeurs de la nation, protestait en vain contre ce trafic des âmes et des charges publiques. La France, livrée à une bande noire d'électeurs qui vivaient sur elle comme sur une proie, a cru se sauver par une révolution.

Cette révolution a modifié, il est vrai, les bases du scrutin électoral, mais elle n'a pas détruit les influences de la caste privilégiée. Or, c'est dans l'exercice de ces influences que résidait surtout la force véritable de la bourgeoisie. Etendre le principe d'élection sans restreindre les envahissements et les moyens d'action de la classe moyenne, c'est déplacer le mal, ce n'est pas le guérir.

Le suffrage universel, pratiqué comme il l'a été par les membres du gouvernement provisoire, est à nos yeux une des tromperies de la Révolution de 1848. Loin d'exprimer les intérêts démocratiques, ce système de votes a, au contraire, donné des forces à l'aristocratie du monopole. Cela devait être. La classe bourgeoise ayant le privilège de l'instruction, de la fortune, de la lecture, devait apporter dans les opérations du scrutin une tactique et un savoir-faire dont la classe ouvrière ne se doute pas. Les maîtres ont d'ailleurs sur les travailleurs un ascendant qui s'explique par la supériorité acquise des rapports et des lumières. Si le régime actuel s'établit, nous verrons se constituer une féodalité électorale qui concentrera tous les ressorts du gouvernement dans les mains de la haute bourgeoisie.

Les Révolutions mentent presque toujours à leur point de départ.

La Révolution de Juillet 1830 s'est faite au cri

de : Vive la Charte ! Nous avons eu en effet la Charte-Vérité, qui, dieu merci, a fini par dégoûter la France du régime constitutionnel.

La Révolution de février s'est faite au cri de : Vive la Réforme électorale ! Nous jouissons aujourd'hui de cette belle réforme dans toute son étendue, et, loin de nous en trouver mieux, il se trouve que le suffrage universel consacre plus que jamais la tyrannie du petit nombre, la tyrannie du fort sur le faible, du riche sur le pauvre, du maître sur l'ouvrier.

D'où viennent ces désillusions et ces désenchantements du lendemain, sinon de ce que les révolutions se font au hasard, sans principe arrêté, sans but, sans hommes capables de les conduire.

Quand vous renversez un ordre de faits et de pouvoirs établis, ayez donc un ordre meilleur à lui substituer, sinon vous roulerez éternellement, comme Sisyphe, cette masse de souffrances, ce rocher des misères humaines qui, toujours remonté, retombe toujours, et que pousse dans sa chute la force inéluctable du vieux monde.

La plupart des individus arrêtés à propos des événements du 15 mai, n'ont été interrogés que sur l'exagération de leurs principes démocratiques.

Nous ferons une seule question à messieurs du Palais : — Existe-t-il une loi qui enjoigne aux citoyens d'être modérés ?

#### Un songe de Louis-Philippe.

On rapporte que l'ex-roi est sujet maintenant à des sommeils troublés, durant lesquels il converse tout haut avec lui-même ; on surprit dernièrement au chevet de son lit, la conversation suivante :

— Eh bien, Guizot, comment vont les affaires de mon royaume ?

— Très bien, sire ; notre système d'intimidation réussit à merveille.

— Voici longtemps que nous n'avons parlé de ces braves républicains auxquels je porte tant d'intérêt, puisque je les loge et les nourris aux frais de l'État.

— Ce qui m'étonne, sire, c'est qu'ils ne s'en montrent pas du tout reconnaissants ; ces gens-là, vous dis-je, ne sont jamais satisfaits.

— Voyons, où en sommes-nous des précautions dirigées contre les chefs du parti ? Que devient Barbès ?

— Sire, nous l'avons changé de prison ; il est maintenant au donjon de Vincennes, gardé à vue par quatre gendarmes, avec une garnison dans les cours, des fossés, des ponts-levis et du canon ?

— Et Blanqui ?

— Nous avons jugé utile à sa santé et à la sécurité publique de le transférer également dans le susdit donjon, où la surveillance la plus active est établie à son égard.

— C'est un homme dangereux : du caractère, de l'intelligence, de la vigueur dans les projets. Je vous invite à le tenir étroitement. Et Raspail ?

— Sire, vos ordres ont été prévenus ; il est à Vincennes en bonne compagnie... un peu nombreuse.

— Quels sont donc les autres républicains ? Aidez un peu ma mémoire, cher Guizot.

— Sire, nous avons incarcéré deux ou trois cents de ces perturbateurs ; mais, comme il n'existait contre eux aucune charge, nous avons été contraints de les relâcher.

— C'est fâcheux.

— Sans contredit, sire.

— Dites-moi les noms de ceux qui ont été arrêtés.

— Pierre Leroux...

— Un rêveur. Je le connais. Ce n'est pourtant pas un séditieux. Entre nous, mon cher ministre, je trouve que vous allez un peu loin.

— Sire, nous avons demandé à votre Chambre des députés l'autorisation de poursuivre un de ses membres, M. Louis Blanc.

— L'auteur de l'Histoire de Dix ans, un mauvais livre. On y dit des choses fort compromettantes pour mon honneur au sujet de l'assassinat du prince de Condé. C'est égal, Guizot ; je crois que vous me perdez avec vos mesures extrêmes. Il ne faut pas trop harceler les partis ; car, l'opinion des Français est si mobile qu'elle se retourne toujours, au bout d'un certain temps, vers les persécutés. J'aime votre zèle ; mais dans mon intérêt comme dans le vôtre, je le voudrais plus modéré, ne quid nimis.

A ces mots, l'ex-roi s'éveilla avec un gros bâillement ; trouvant des journaux français sur sa table, il les parcourut de l'œil, et après sa lecture :

— Je croyais avoir rêvé, dit-il ; mais, je vois qu'en effet c'est toujours moi qui règne ou du moins mon système.

#### Qui sera roi ?

Le duc de Bordeaux, M. de Joinville, le comte de Paris ou Louis-Napoléon Bonaparte ?

La classe bourgeoise en est réduite à choisir entre ces quatre prétendants.

Le duc de Bordeaux a contre lui la haine qui s'attache à la famille des Bourbons ; M. de Joinville n'a gouverné jusqu'ici que son navire ; le comte de Paris est un enfant ; Louis Bonaparte n'a brillé que par sa fuite.

N'importe, la bourgeoisie acceptera, les yeux fermés, un des quatre candidats à la royauté, tant, pour cette espèce d'hommes façonnés à la servitude, c'est un supplice intolérable de se gouverner par soi-même.

#### Physionomie des Événements.

Les démissions affluent ; tout le monde se sauve aujourd'hui du pouvoir comme d'une maison qui brûle.

Les dernières élections ont révélé dans le parti démocratique des forces latentes. On avait tout fait, en haut lieu, pour retourner l'esprit de la classe ouvrière contre ses véritables intérêts et contre ses défenseurs. Les événements du 15 mai, perfidement dénaturés et interprétés, avaient servi de thème à la réaction pour jeter de la défaveur sur les candidatures socialistes et révolutionnaires. Malgré tout, quelques-uns ont prévalu ; d'autres ont approché du succès. Le suffrage universel est presque monté à la hauteur du donjon de Vincennes. C'est une protestation signée de plus de 100,000 votes contre la captivité de Raspail et de ses co-détenus.

Il n'est bruit que de la fameuse loi contre les attroupements. Jamais, sous la monarchie, rien de pareil n'avait été osé. Cette loi ouvre la porte la plus large à tous les procès de presse. Un écrivain ayant émis, le matin, ses opinions sur la marche rétrograde du gouvernement, peut être rattaché par voie de tendance à tel ou tel mouvement qui éclatera le soir sur les boulevards. M. Hébert est surpassé ; la complicité morale est remise par la loi à l'ordre du jour.

Le bruit court que l'autorité aurait bonne envie d'appliquer la loi contre les rassemblements à l'intention que manifestent les prolétaires de se réunir un de ces dimanches pour dîner sur l'herbe et boire à la sainte fraternité. Il serait curieux de voir les banquets prohibés, trois mois après une révolution faite à propos d'un banquet.

#### Souvenez-vous du 15 mai.

Tel est le titre d'un placard anonyme et réactionnaire, qui salissait, il y a quelques jours, les murs de la capitale et de la banlieue.

Où, souvenez-vous du 15 mai ; rappelez-vous comme la contre-révolution profite d'une circonstance malheureuse pour réveiller contre les républicains toutes les vieilles haines de la bourgeoisie ! souvenez-vous des baïonnettes se ruant pêle-mêle à travers les rues, des maisons pillées, des domiciles violés, des passants arrêtés au collet, sous prétexte de tournure suspecte ou de figure communiste !

Souvenez-vous des envahissements de la magistrature, des mandats d'amener lancés çà et là sur des citoyens effrayés, de cette furie d'arrestations, qui si elle n'eût été muselée au sujet de Louis Blanc, par le refus de l'Assemblée nationale, aurait bientôt monté jusqu'à Lamartine et à Ledru-Rollin !

Souvenez-vous des désastres que cette terreur bourgeoise a jetés dans les affaires ; rappelez-vous comme la confiance a été abattue par cette seconde émeute de l'ordre qui s'est remise à courir les rues, tambour en tête ; rappelez-vous ces saturnales réactionnaires dans les cafés, chez les marchands de vin et jusque sur les places publiques ; rappelez-vous ces cris féroces qui redemandaient la guillotine ; rappelez-vous la guerre faite à la petite boutique, au travail, à tous les intérêts respectables, guerre aveugle dirigée par la peur et par des influences monarchiques.

Où, nous vous le disons, nous aussi, souvenez-vous du 15 mai !

#### Un gouvernement véridique.

Le lendemain des événements du 15 mai, le ministre de la justice, M<sup>r</sup> Crémieux, monte à la tribune de l'Assemblée nationale et annonce officiellement que le citoyen Blanqui vient d'être arrêté. — Mensonge.

Un décret émane, quelques jours après, du pouvoir exécutif ; ce décret porte que la Société Républicaine centrale est dissoute ; on interdit aux membres

de ce club la liberté de se réunir, et on motive un tel ordre sur cette circonstance, que les sociétaires y délibéraient armés. — Mensonge.

MM. Portalis et Landrin affirment devant l'Assemblée nationale que le ministère a eu connaissance de la procédure du 15 mai, et qu'il a autorisé les poursuites contre Louis Blanc ; le ministre nie. — Mensonge, mensonge.

Si les promesses faites aux travailleurs par le Gouvernement provisoire sont aussi sincères, aussi dignes de foi que les paroles et les actes officiels qui viennent d'être cités, nous avons le droit de nous montrer peu rassurés sur l'avenir de la classe ouvrière.

#### Persécutations royalistes.

Le sort des prisonniers de Vincennes, Raspail, Blanqui, Barbès, Sobrier, préoccupe à juste titre le sentiment public. La mère et la sœur du citoyen Blanqui ont obtenu, après huit jours de démarches incessantes, l'autorisation de voir le captif. Dans quel état l'ont-elles trouvé ?

Figurez-vous un cachot étroit dont le plafond, terminé en ogive, présente assez exactement la forme d'un entonnoir renversé. Un jour morne descend d'une lucarne ouverte dans l'épaisseur du donjon, et obscurcie par un double rideau de fer. Il y fait sombre, il y fait froid. Je ne dis rien des sentinelles immobiles, des escaliers farouches, des doubles portes armées de verroux monstrueux ; tout ce luxe sinistre de la barbarie féodale ne convient plus à notre civilisation ni à nos mœurs.

Blanqui a été privé jusqu'ici de toute communication soit avec ses amis du dehors, soit avec ses co-détenus ; c'est le système cellulaire dans toute sa lente férocité. Le prisonnier ne prend jamais l'air ; on lui laisse seulement la liberté de se promener dans une salle d'armes mélancolique. Une odeur infecte séjourne dans ces lieux tristes et obscurs. Jamais, sous Louis-Philippe, les détenus politiques n'ont été traités si durement ; on leur accordait au moins, tous les jours, une heure de promenade au grand air. Quel nom donner à une incarcération si rigoureuse ? ce n'est point là du système pénitencier, c'est de l'assassinat sous une forme légale et prolongée.

Du temps de la monarchie, le *National*, qui faisait semblant d'avoir des entrailles, s'élevait contre les odieux traitements infligés alors aux prisonniers de Doullens et du mont Saint-Michel. Aujourd'hui les hommes du *National* sont au pouvoir, et le sort des républicains est plus dur sous les verroux de la République naissante que sous les verroux de Louis-Philippe. — O philanthropes de circonstance, il y a un masque sous lequel vous vous cachez depuis dix-huit ans, et qu'il faut enfin vous arracher du visage, c'est l'hypocrisie politique !

Cette captivité si étroite, cette solitude accablante, cette absence d'air et de mouvement n'ont rien pu contre l'énergie froide et concentrée du citoyen Blanqui ; il est de ceux qui usent les prisons, mais que les prisons n'usent pas.

Paris est serré par un cordon de troupes. Ce que l'on n'avait jamais osé sous le dernier règne, le ministre de la guerre s'occupe d'armer les forts. Les rassemblements de la Porte-Saint-Martin et de la Porte-Saint-Denis servent tous les soirs de prétexte à un déploiement d'uniformes. Quelques esprits graves commencent à s'inquiéter de ces appareils belliqueux. D'un côté, le nom de Louis-Bonaparte dont on semble faire un drapeau pour l'armée ; de l'autre, les fanfaronades de Clément Thomas, qui cherche visiblement à continuer Bujaud, tout cela découvre des projets sinistres. Le *National* a été accusé plus d'une fois de viser à une sorte de dictature militaire. Depuis Armand Carrel, les rédacteurs de cette feuille portent cravache et éperons. Par ses goûts bravaches, par ses vues étroites, par sa littérature innocente, le *National* touche plutôt à l'Empire qu'à la République.

Nous ne dirons qu'un mot de notre titre : L'ACCUSATEUR PUBLIC citera à sa barre tous les abus de la société, — les hommes et les choses. Il ne demande pas des têtes, comme les Frank-Carré de la réaction ; il veut, au contraire, détruire le vieil édifice rouge de la vieille Thémis. Ses armes sont la discussion et la logique ; son drapeau est la République sociale ; son but est l'anéantissement du privilège et la rédemption du travailleur.

Mardi prochain, ouverture du CLUB DU PEUPLE, boulevard Bonne-Nouvelle, salle des Concerts.

Alph. ESQUIROS,

Paris. — Imp. de LACOUR, rue Saint-Hyacinthe-St-Michel, 33.